



## Fictions à la Fabrique : le mauvais scénario



C'est avec stupeur que les salariés de la Fiction des sites de Lyon et Marseille ont appris, le 18 juin, par un mail laconique de quatre lignes, la suppression de leurs deux dernières fictions de l'année. Cette décision laisse, à partir de début octobre, des dizaines de salariés, au mieux, redéployés sur d'autres activités, dans d'autres collectifs, ou pire, en sous-emploi. Elle aura évidemment très rapidement un impact direct sur d'autres services, comme la post-production, les fonctions supports dont la planification.

Alors que les budgets des fictions tournées par la Fabrique sont à l'équilibre, que les audiences sont au rendez-vous et que des fictions comme « *Cassandra* » ou « *Alex Hugo* » figurent en tête des audiences du prime time du samedi soir, une telle décision est tout simplement une insulte à l'engagement des équipes.

Les salariés de la Fabrique ont déjà consenti à de nombreux sacrifices depuis des années : baisses de budget conséquentes, réductions des moyens humains et compressions des temps de tournage.

Sous couvert de restrictions budgétaires, la direction tranche de manière arbitraire et brutale !

En cause : une enveloppe totale de 283 millions d'euros (chiffre 2024), consacrée à la fiction, amputée de plusieurs millions d'euros cette année. Jusqu'ici, la direction annonçait faire payer le prix de cette baisse de budget aux producteurs privés avec leurs fictions tournées hors moyens internes de fabrication. Dorénavant, ce sont aussi les fictions fabriquées en interne par les salariés de la Fabrique qui sont mises en cause. Et quid des fictions « jeunes adultes » ?

Nous refusons le passage à 20 fictions annuelles. Nous demandons la sanctuarisation des 22 fictions, le développement des fictions « jeunes adultes » au sein de la Fabrique ainsi que l'arrivée de nouvelles fictions jusqu'ici hors moyens afin de consolider le plan de charge annuel et l'activité des équipes fiction sur les trois sites de production (Lomme, Lyon et Marseille).

Cette annonce laisse un goût amer aux salariés attachés au service public, passionnés par leur métier. Non, ils ne sont pas de trop et ne coûtent pas trop cher sauf quand la direction organise, comme elle le fait depuis trop longtemps leur sous-emploi !

Le 23 juin 2026